

Mais le parti conservateur-progressiste préconise quelque chose de mieux, il s'efforce de faire davantage pour les Canadiens. Nos politiques économiques visent à s'attaquer à la source du mal, contrairement aux politiques puériles des libéraux qui ne s'attaquent qu'aux symptômes et je pourrais ajouter également, contrairement à celles du Nouveau parti démocratique. La principale différence entre le NPD et le parti conservateur, c'est que le premier désire que tous les Canadiens soient pauvres tandis que le second les voudrait tous riches.

Nous proposons un blocage global des prix, des bénéfices, des salaires et des taux d'intérêt. Dès qu'il est question de cela à la Chambre, on s'interroge sur le blocage établi aux États-Unis. Arrêtons-nous là-dessus un instant. Le secteur qui semble le plus mal en point actuellement est celui du prix du bœuf. Le gel des prix du bœuf a engendré de graves pénuries de viande. Pourquoi? Pour moi, c'est que le blocage des prix n'était pas global. Comme les politiques des libéraux, c'était un moyen de fortune. C'était absurde de croire que les producteurs pourraient assurer un approvisionnement de bœuf à prix fixes, alors que le coût des céréales de provende montait en flèche. L'inévitable s'est produit, les fournisseurs ont refusé de vendre le bœuf plutôt que de le vendre à perte.

C'est parce que Nixon n'a traité qu'un des symptômes et qu'il a écarté toute méthode vraiment globale que sa politique a échoué. Maintenant, on nous présente ce bill libéral qui recommande exactement ce même genre de rapetassage. Il ne permettra pas non plus de résoudre les problèmes fondamentaux qui sapent notre économie.

Un grand nombre de pays très industrialisés font face aujourd'hui à des problèmes d'inflation. On les attribue fréquemment à la hausse rapide des prix internationaux des ressources en nourriture, en minerais et en pétrole. Le gouvernement en parle souvent et prétend ne pouvoir rien faire contre ces pressions et n'être en rien responsable de l'inflation qui règne au Canada. Un chef du gouvernement se lève et dit: «Tous les pays industrialisés de l'Ouest ont de graves problèmes d'inflation, que pouvons-nous faire en face de telles pressions internationales?»

● (2020)

Cela semble possible pendant un instant, mais c'est une excuse qu'on ne peut accepter car le gouvernement ne mentionne jamais la situation unique du Canada parmi les pays hautement industrialisés. Le Canada produit et exporte de grandes quantités de ces matières premières dont les prix grimpent sur le plan international. Le Canada devrait tirer profit de ces hausses au lieu de subir les ravages de l'inflation.

Si le gouvernement avait la sagesse et le courage d'examiner l'ensemble de l'économie canadienne, d'instaurer des politiques efficaces, radicales et intelligentes à l'égard des ressources et des industries, tous les Canadiens en bénéficieraient. Ces mesures bouche-trous ne guérissent jamais le mal. Les conservateurs veulent des contrôles très sérieux de façon que l'économie canadienne ne connaisse plus ces errements capricieux et désordonnés. Nous voulons cela pour pouvoir mettre en œuvre des politiques visant vraiment à diriger l'économie canadienne vers une période de développement stable dont tous les Canadiens profiteront. Grâce à une bonne direction, le Canada

### *Sécurité de la vieillesse*

pourra, au moyen de ses ressources en matières premières toujours plus en demande, créer des emplois et connaître la prospérité sans les incertitudes de l'inflation pour bien des années à venir. Les progressistes conservateurs peuvent donner cette orientation et nous avons cherché l'occasion de le faire.

Finalement, monsieur l'Orateur, je voterai en faveur de ce projet de loi. C'est le moins qu'on puisse faire pour atténuer les difficultés de nos citoyens âgés par suite de la mauvaise gestion du gouvernement. Je préférerais certes voter en faveur de mesures qui élimineraient la cause et j'espère un jour que le gouvernement actuel ou son successeur tentera de s'attaquer à la racine du mal, l'inflation.

**M. Beattie (Hamilton Mountain):** Monsieur l'Orateur, je voudrais tout d'abord féliciter le ministre de l'agriculture qui est le grand ami du consommateur canadien tourmenté et exploité. Je le félicite car il a été le premier représentant ministériel à avouer publiquement en mai dernier qu'il se rendait compte que les Canadiens sont irrités à cause de la hausse soutenue du coût de la vie.

C'était une observation très astucieuse de la part du ministre qui pourrait avoir certaines répercussions. Tout d'abord, même à cette date tardive, il pourrait peut-être envoyer des notes à ses collègues les avertissant de la gravité de la situation. Il pourrait même faire part au premier ministre de son secret.

Hier soir, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a expliqué en long et en large comment le gouvernement libéral a été une bénédiction pour les Canadiens depuis 1963.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** C'était avant-hier soir.

**M. Beattie (Hamilton Mountain):** Avant-hier soir? Alors vous y étiez. Il sautait aux yeux que le ministre s'était quelque peu renseigné sur le sujet. Je me demande s'il dirait à ses collègues que la terrible spirale inflationniste a commencé tout de suite après que les Libéraux ont repris le pouvoir aux conservateurs en 1963. A ce moment-là, le taux d'inflation était de 1.2 p. 100. L'an dernier, d'avril 1972 à avril 1973, il était de 6.6 p. 100. Le premier ministre et d'autres ministres pourraient s'en étonner, mais on ne saurait mettre en question ces chiffres.

En 1962, le prix des aliments a augmenté de 1.8 p. 100 par rapport à l'année précédente alors que le gouvernement conservateur était au pouvoir. L'an dernier, sous le gouvernement actuel l'accroissement a été de 7.6 p. 100. Dieu seul sait ce qui va arriver cette année.

Le ministre de l'Agriculture a aussi déclaré que les Canadiens ont été gâtés par les prix peu élevés des aliments depuis 20 ans. Mais il s'est mis le doigt dans l'œil. Les Canadiens ont été gâtés par les prix des aliments jusqu'à ce que les Libéraux prennent le pouvoir en 1963 et depuis ce temps la situation a bien changé.

Si le gouvernement dispose réellement de plans d'urgence pour juguler l'inflation comme il le laisse entendre, alors il est temps qu'il les dévoile. L'inflation n'est pas une éventualité, c'est une réalité. C'est une cruelle réalité. Que le ministre et ses collègues sachent que les consommateurs canadiens ne sont seulement pas irrités de la situation mais en ont assez de l'insouciance et de l'inaction du gouvernement.